

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne  
Lenoir, Valérie Schneider, Olivier Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Pascale Despineto, *Échevin(e)* ;  
Eloïse Defosset, Iliassou Amadou Moumouni, *Conseillers communaux*.

**Séance du 01.03.18**

---

**#Objet : Motion "Auderghem Commune hospitalière" #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Le Conseil Communal,

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes et en particulier des plus vulnérables (Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ...)

Vu, en particulier, l'article 14 paragraphe 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui énonce le droit, devant la persécution, pour toute personne de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ;

Vu les engagements pris par la Belgique en matière de protection des réfugiés dans le cadre de la Convention de Genève de 1951 ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine et de jouir de droits économiques, sociaux et culturels ;

Vu l'exception prévue à l'alinéa 1er de l'article 77, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers qui permet d'accueillir ou d'aider une personne non ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne quelle que soit sa situation de séjour pour autant que les raisons soient principalement humanitaires ;

Considérant la multiplication des crises et la prolongation des conflits amenant des femmes, des hommes et des enfants à prendre des routes migratoires de plus en plus dangereuses, parfois au péril de leurs vies ;

Considérant que les migrants – (demandeurs d'asile, réfugiés ou personnes sans papiers) doivent pouvoir jouir des droits liés à leur statut de séjour ;

Considérant que la commune d'Auderghem prend et entend prendre ses responsabilités face à cette situation et souhaite s'inscrire dans la démarche « commune hospitalière » mais que l'échelon local ne peut se substituer aux niveaux de pouvoirs supérieurs dans l'exercice de leurs prérogatives ;

Considérant à cet égard que l'accueil des migrants n'est pas le seul fait des compétences régionales et fédérales, que le vivre ensemble relève principalement de l'échelon le plus proche des citoyens que constitue la commune, et que les communes peuvent faire la différence en prônant l'hospitalité au niveau local ;

Considérant, en particulier, que la commune d'Auderghem respecte les droits fondamentaux des candidats

réfugiés présents sur son territoire, qu'ils y sont accueillis dignement, que leurs demandes d'asile sont traitées avec diligence ;

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevins, le CPAS d'Auderghem et le réseau associatif local – en particulier le Pavillon- ont déjà pris une série d'initiatives visant à mettre en place des conditions d'accueil conforme à la dignité humaine, notamment :

- La mise en place d'une initiative locale d'accueil pour les candidats réfugiés ;
- L'organisation d'un accueil personnalisé pour les démarches d'inscription au service "étrangers" ;
- Le suivi des personnes en situation d'attente de régularisation par les travailleurs du CPAS, en partenariat avec le service population et les autres services communaux ou ASBL concernés ;
- L'accueil d'enfants réfugiés dans les différents centres scolaires de la commune ;
- Les cours d'alphabétisation et de Français Langue Etrangère ou Néerlandais Langue étrangère ;
- Les cours de français permettant d'acquérir le brevet 2, dispensés par l'IAPS qui peuvent être valorisés dans le cadre du parcours de citoyenneté et le projet de compléter cette offre par un module d'éducation à la citoyenneté dans le courant de l'année 2018 ;
- Une halte-accueil mise à disposition des apprenants afin qu'ils puissent suivre les cours en toute tranquillité ;
- Une information et sensibilisation des citoyens jeunes et moins jeunes à la thématique de la migration lors d'évènements communautaires (Fête de la jeunesse et Place aux enfants) ;
- L'information sur le parcours d'intégration ;
- La réalisation d'un inventaire de logements inoccupés mobilisables par le CPAS et d'autres acteurs actifs dans la recherche d'hébergement pour des migrants ;
- La mise à disposition de travailleurs ALE pour combler des besoins rencontrés dans l'accueil de nuit des migrants dans le centre de Haren (nettoyage, rangement, lessives, aide aux repas, ...) ;
- ...

Considérant que de nombreux habitants d'Auderghem agissent seuls ou au sein des plateformes citoyennes, notamment en fournissant vivres et vêtements, en conduisant les migrants auprès de familles accueillantes, en accueillant chez eux des migrants ;

Considérant que l'effort de solidarité sera d'autant plus soutenable qu'un grand nombre de citoyens y participent ;

Considérant que l'effort de solidarité de la Commune ensemble avec ses citoyens contribue et renforce la cohésion sociale ;

1. S'engage à poursuivre et approfondir la politique active en faveur de l'accueil des migrants en :

- développant des actions concrètes étudiées le cas échéant avec les associations de terrain en fonction des besoins qu'elles rencontrent au quotidien ;
- poursuivant la bonne gestion des dossiers administratifs dans le respect du droit de chacun, gestion d'ailleurs mise en exergue lors des contrôles effectués par l'Office des Etrangers ;
- continuant à informer la population sur les migrations et l'accueil au travers de la communication des actions menées ;
- sensibilisant la population (au sens large : citoyens, élèves, entreprises, personnel etc) aux diverses actions qu'elle peut entreprendre légalement en faveur des migrants (hébergement, candidature à tuteur pour mineurs étrangers non accompagnés, distribution de vivres/vêtements, transport de personnes etc) en ce compris les aspects juridiques et sanitaires par la diffusion de flyers appropriés sous forme d'un vade-mecum de ce qui existe sur la Commune et en RBC et par l'organisation d'une ou deux séances d'information en présence de personnes du terrain (plateforme citoyenne, médecin du

monde, Centre Exil (mineurs non accompagnés),...)

- organisant une réunion annuelle au sein du Conseil de l'Action Sociale et des Solidarités destinée à assurer le suivi des actions entreprises ;
- continuant à encourager un climat de respect mutuel, de confiance et de convivialité dans la commune.

## 2. Demande

- Au gouvernement fédéral, en particulier au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et au Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration chargé de la Simplification administrative :
  - De conduire une politique conforme aux engagements internationaux de la Belgique et aux principes constitutionnels du pays ;
  - De suspendre les actions policières qui s'apparentent à des mesures d'intimidation des migrants et des citoyens accueillants ;
  - De veiller à ce que les retours dans les pays d'origine se fassent dans le respect des Droits de l'Homme et ne mettent pas en péril l'intégrité, la santé ou la vie des personnes expulsées ;
  - De mettre l'accent sur l'octroi de droits et d'un accueil transparent et encadré et assumé par l'autorité publique plutôt que de privilégier les décisions unilatérales soumises au bon vouloir du politique (visas humanitaires ponctuels, initiatives confessionnelles ...)
  - De renoncer à son projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 (dont mention plus haut) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers autorisant les visites domiciliaires afin de garantir l'exécution des mesures d'éloignement ou à tout autre projet de loi réduisant les libertés fondamentales des citoyens.
- Au Gouvernement régional de tout mettre en oeuvre pour garantir l'accueil de nuit de toutes les personnes Sans Domicile pendant le « plan grand froid » ainsi que de permettre l'accès aux soins de santé par l'organisation de permanences adhoc ;

**Pour toutes ces raisons, Auderghem s'inscrit dans la démarche « Commune hospitalière ».**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 05 mars 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne  
Lenoir, Valérie Schneider, Olivier Jung, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Pascale Despineto, *Schepen* ;  
Eloïse Defosset, Iliassou Amadou Moumouni, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 01.03.18**

---

**#Onderwerp : Motie "Oudergem - Gastvrije gemeente"#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Europese en internationale engagementen die België is aangegaan op het vlak van de naleving van de fundamentele rechten van personen en meer bepaald van de kwetsbaarste groepen (Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, ...);

Gelet, in het bijzonder, op artikel 14, eerste lid van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, waarin wordt gesteld dat eenieder het recht heeft om in andere landen asiel te zoeken en te genieten tegen vervolging;

Gelet op de engagementen die België in het kader van het Verdrag van Genève van 1951 is aangegaan inzake de bescherming van vluchtelingen;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet dat garandeert dat ieder het recht heeft een menswaardig leven te leiden en economische, sociale en culturele rechten te genieten;

Gelet op de uitzondering voorzien in het eerste lid van artikel 77 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op grond waarvan het mogelijk is om een persoon die geen onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie te helpen of op te vangen, ongeacht zijn verblijfssituatie, voor zover de hulp voornamelijk om humanitaire redenen wordt verleend;

Gelet op het steeds oplopende aantal crisissen en de steeds langer durende conflicten die vrouwen, mannen en kinderen ertoe aanzetten om steeds gevaarlijkere migratieroutes te nemen, met soms gevaar voor hun eigen leven;

Overwegende dat de migranten (asielaanvragers, vluchtelingen of mensen zonder papier) aanspraak moeten kunnen maken op de rechten die verband houden met hun verblijfsstatuut;

Overwegende dat de gemeente Oudergem haar verantwoordelijkheden ten opzichte van deze situatie opneemt en van plan is om ze op te nemen, en mee haar schouders wil zetten onder het initiatief "Gastvrije Gemeente", maar dat het lokale niveau niet in de plaats kan treden van de hogere gezagsniveaus bij de uitoefening van hun prerogatieven;

Overwegende in dat verband dat de opvang van migranten niet uitsluitend onder de bevoegdheden van de gewestelijke en federale overheden valt, dat het samenleven vooral een zaak is van het niveau dat het dichtst bij de burgers staat, zijnde de gemeente, en dat de gemeenten het verschil kunnen maken door op lokaal niveau te pleiten voor gastvrijheid;

Overwegende in het bijzonder dat de gemeente Oudergem de fundamentele rechten van de op haar grondgebied aanwezige kandidaat-vluchtelingen eerbiedigt, dat hun asielaanvragen zorgvuldig worden behandeld;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen, het OCMW van Oudergem en het lokaal verenigingsnetwerk - in het bijzonder het Paviljoen - een reeks initiatieven hebben opgezet om opvang- en onthaalomstandigheden te creëren die de menselijke waardigheid eerbiedigen, waaronder:

- de totstandbrenging van een lokaal onthaalinitiatief voor kandidaat-vluchtelingen;
- de organisatie van een gepersonaliseerde begeleiding bij alle stappen die moeten worden ondernomen om zich in te schrijven bij de dienst "Vreemdelingenzaken";
- het opvolgen van personen die wachten op een regularisatie door werknemers van het OCMW, in samenwerking met de dienst Bevolking en andere gemeentediensten of betrokken vzw's;
- het onthaal van vluchtelingenkinderen in verschillende onderwijsinstellingen van de gemeente;
- de organisatie van alfabetiseringscursussen en cursussen Frans of Nederlands voor anderstaligen;
- de organisatie van cursussen Frans om het getuigschrift 2 te behalen, die worden gegeven door het Instituut Auderghemois de Promotion Sociale (IAPS) en kunnen worden gevaloriseerd in het kader van het burgerschapstraject, en het project om dit aanbod aan te vullen met een module "burgerschapeducatie" in de loop van 2018;
- een oppasdienst die ter beschikking wordt gesteld van de cursisten zodat ze in alle rust de lessen kunnen volgen;
- informatieverstrekking aan en sensibilisering van de jonge en minder jonge burgers omtrent het thema van de migratie tijdens gemeenschapsevenementen (Feest van de Jeugd en "Place aux enfants");
- informatieverstrekking over het integratietraject;
- de opstelling van een inventaris van de leegstaande woningen door het OCMW en van andere actoren die actief zijn op het vlak van het zoeken naar huisvesting voor migranten;
- de terbeschikkingstelling van PWA-werknemers om te voorzien in de behoeften op het vlak van de nachtopvang van migranten in het centrum van Haren (schoonmaken, opruimen, de was doen, hulp bij het bereiden van de maaltijden, enz.);
- ...

Overwegende dat veel inwoners van Oudergem alleen of binnen de burgerplatforms optreden, onder meer door voedsel en kleding te geven, door migranten naar gastgezinnen te brengen en in hun huizen te verwelkomen;

Overwegende dat de solidariteitsinspanning des te duurzamer zal zijn indien een groot aantal burgers eraan deelneemt;

Overwegende dat de solidariteitsinspanning van de gemeente, samen met haar burgers, bijdraagt tot de sociale cohesie en die versterkt;

1. Verbindt zich ertoe om het actieve beleid ten gunste van de opvang van migranten voor te zetten en te verdiepen door:

- concrete acties te ontwikkelen die, waar nodig, worden bestudeerd in samenwerking met de verenigingen op het terrein, in functie van de behoeften waarmee zij dagelijks worden geconfronteerd;
- het goede beheer van de administratieve dossiers voor te zetten met inachtneming van het recht van elk individu, dat trouwens op de voorgrond wordt gesteld tijdens de controles die door de dienst

Vreemdelingenzaken worden uitgevoerd;

- de bevolking te blijven informeren over migratie en onthaal door te communiceren over de gevoerde acties;
- de bevolking (in de ruime zin: burgers, leerlingen, bedrijven, personeel, enz.) bewust te maken van diverse acties die ze wettelijk kan ondernemen voor de migranten (huisvesting, kandidaat-voogd voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, uitdelen van levensmiddelen/kleding, vervoer van personen, enz.), met inbegrip van de juridische en sanitaire aspecten door het uitdelen van specifieke flyers in de vorm van een vademecum over wat er bestaat in de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door de organisatie van een of twee informatievergaderingen in aanwezigheid van de personen op het terrein (burgerplatform, dokters van de wereld, het centrum Exil (niet-begeleide minderjarigen), ...);
- jaarlijks een vergadering te organiseren in de Raad van Sociale Actie en van Solidariteit om de ondernomen acties op te volgen;
- in de gemeente voortdurend bij te dragen tot een klimaat van wederzijds respect, vertrouwen en gemoedelijkheid.

## 2. Vraag

- Aan de federale regering, in het bijzonder de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, om:
  - een beleid te voeren in overeenstemming met de internationale verbintenissen van België en de grondwettelijke beginselen van het land;
  - de politieacties op te schorten die grenzen aan maatregelen om migranten en gastvrije burgers te intimideren;
  - erop toe te zien dat bij het terugzenden van mensen naar hun land van herkomst de mensenrechten worden nageleefd en de integriteit, de gezondheid en het leven van de uitgewezen personen niet in gevaar worden gebracht;
  - de nadruk te leggen op het verlenen van rechten en een transparante, omkaderde opvang die in goede banen wordt geleid door de overheid in plaats van voorrang te geven aan unilaterale beslissingen die afhangen van de goede wil van de beleidsmakers (specifieke humanitaire visa, confessionele initiatieven, enz.);
  - af te zien van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 (waarvan sprake hiervoor) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen die woonstbetredingen toestaat om de uitvoering van verwijderingsmaatregelen te garanderen of van elk ander wetsontwerp dat de fundamentele vrijheden van de burgers inperkt.
- Aan de gewestregering om alles in het werk te stellen om de nachtopvang voor alle daklozen te garanderen tijdens het "koudeplan" en de toegang tot gezondheidszorg mogelijk te maken door het organiseren van ad-hocpermanenties;

**Om al deze redenen sluit Oudergem zich aan bij het initiatief "Gastvrije Gemeente".**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 05 maart 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs